

**Rapport : « Accélération des dépenses
mondiales pour les armes nucléaires en 2023 »**



Résumé

[La Campagne Internationale pour abolir les armes nucléaires \(ICAN\)](#) dans son rapport « 2023 Surge: Global nuclear weapons spending - Accélération des dépenses mondiales pour les armes nucléaires en 2023 » estime qu'en 2023 les neuf pays - la Chine, la Corée du Nord, les États-Unis, la France, l'Inde, Israël, le Pakistan, le Royaume-Uni et la Russie - disposant d'un arsenal nucléaire, d'un total de 12 121 ogives, ont dépensé 91,4 milliards de dollars (82,8 milliards €) pour leurs arsenaux.

Chiffres clés

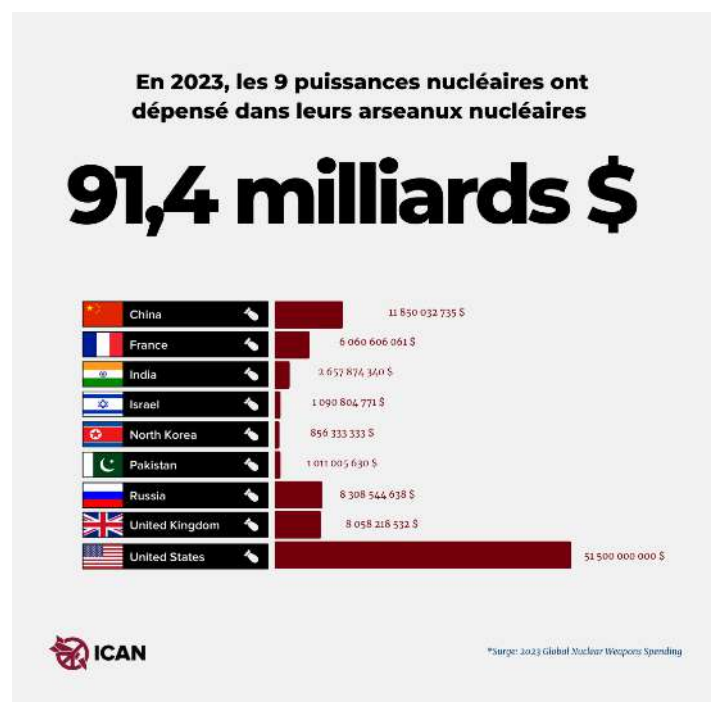
- soit une dépense chaque minute de 173 000 \$ ou 156 730 € ;
- soit une dépense chaque seconde de 2 898 dollars ou 2 625€ ;
- Depuis 2019, les 9 États ont consacré 387 Mds \$ pour la production, la modernisation et le renouvellement des arsenaux nucléaires ;
- Les 9 États ont dépensé 44 000 \$ de plus par minute en 2023 qu'en 2019 pour leurs arsenaux d'armes nucléaires.

Ces neuf États ont dépensé 10,8 milliards \$ (13,4 %) de plus qu'en 2022 pour leurs arsenaux nucléaires ; tous augmentant le budget dédié à leurs arsenaux nucléaires.

Les États-Unis restent toujours sur la première marche des États nucléaires le plus dépensier, réalisant la plus forte augmentation (+ 18 %), dépensant 51,5 milliards \$, soit plus que l'ensemble des 8 autres États réunis.

La Chine est toujours le second pays à dépenser le plus pour son arsenal nucléaire avec 11,9 milliards \$, puis vient la Russie en troisième pays avec 8,9 milliards \$.

La France, en quatrième position, continue de dépenser chaque année de plus en plus pour ses forces de dissuasion, avec 5,6 milliards € (ou 6,1 Mds \$).



Introduction

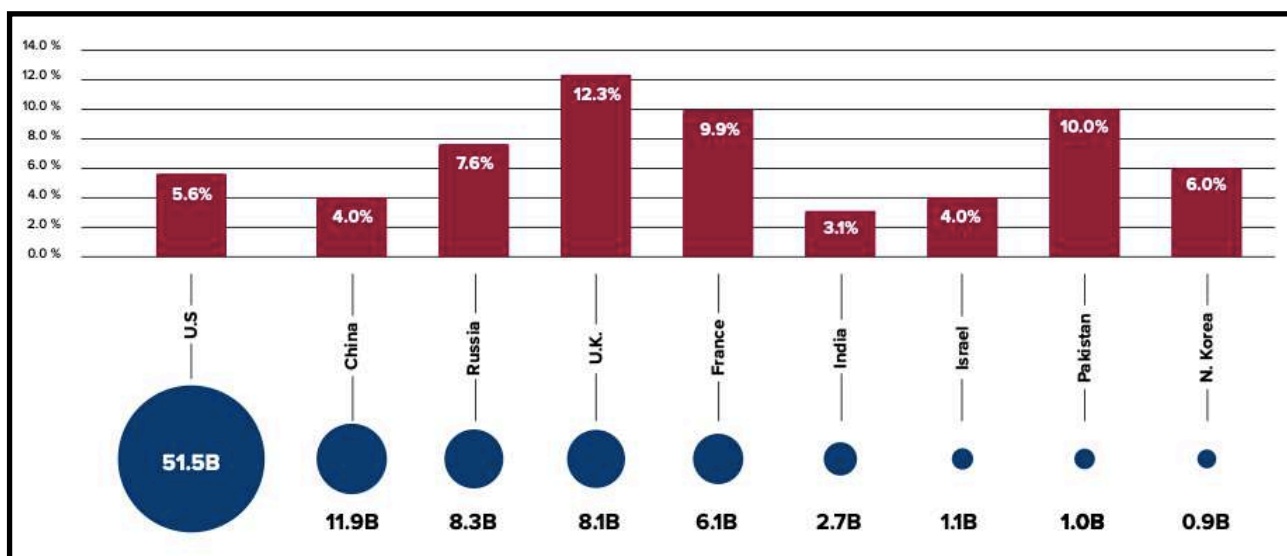
Le risque d'utilisation d'armes nucléaires et l'attention du public sur ce danger, n'ont jamais été aussi élevés. Les menaces explicites et implicites d'utilisation d'armes nucléaires, notamment dans le contexte des conflits en cours en Ukraine et à Gaza, combinées à la [superproduction d'Oppenheimer](#), à la série télévisée Fallout et au best-seller « Nuclear War : A Scenario », démontrent que la bombe est dans toutes les conversations.

Les dépenses mondiales en matière d'armes nucléaires n'ont jamais été aussi élevées : elles sont estimées à 91,4 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 23,1 Mds \$ au cours des cinq dernières années. Le public est moins conscient du rôle des industriels de la défense qui s'efforce dans l'ombre de renforcer la fausse logique de la dissuasion nucléaire et d'alimenter la course aux armes nucléaires. Les entreprises à l'origine des armes nucléaires ont dépensé, en 2023, plus de 118 millions \$ en action de lobbying auprès des gouvernements ; leur permettant de gagner plus de 335 milliards \$ en contrats en cours.

Dans un contexte de sécurité mondiale difficile, il est évident que les armes nucléaires ne garantissent pas la paix, ni la sécurité. C'est pourquoi les acteurs de l'industrie des armes nucléaires tentent de dissimuler leur engagement aux parties prenantes concernées, qu'il s'agisse de citoyens ou d'actionnaires. Trois de ces entreprises (Lockheed Martin, Northrop Grumman et RTX) ont fait l'objet, lors de réunions d'actionnaires, de questionnements concernant leurs activités, en particulier dans le contexte des violations flagrantes des droits de l'homme et des risques réglementaires et de réputation auxquels elles sont confrontées en continuant à s'engager dans la production d'armes interdites par le droit international. Par ailleurs, plusieurs entreprises ont publié des informations trompeuses sur leur site web, suggérant que, puisqu'elles ne sont pas directement impliquées dans la production d'ogives nucléaires, leur rôle dans la production de missiles ou de sous-marins destinés à transporter des armes nucléaires ne signifie pas réellement qu'elles sont impliquées dans la production d'armes nucléaires.

Ce cinquième rapport (depuis 2019) de la campagne ICAN sur « les dépenses nucléaires mondiales » braque les projecteurs sur tous ceux qui œuvrent pour maintenir ces armes de destruction massive et en produire davantage, en dépit du droit international qui interdit le développement, la fabrication et le stockage d'armes nucléaires. Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), adopté aux Nations unies en juillet 2017, compte près de 100 pays signataires. Lors de la seconde réunion des États parties au Traité, les gouvernements ont reconnu le pouvoir du secteur financier pour aider à mettre fin à la production, à la fabrication et au développement d'armes nucléaires. Plus de 111 investisseurs, représentant plus de 1 000 milliards \$ d'actifs, ont affirmé leur engagement à remettre en question l'industrie des armes nucléaires et ont été reconnus par les gouvernements comme une partie prenante importante pour mettre fin à l'ère des armes nucléaires.

Pourcentage des dépenses militaires par pays consacrées aux armes nucléaires en 2023



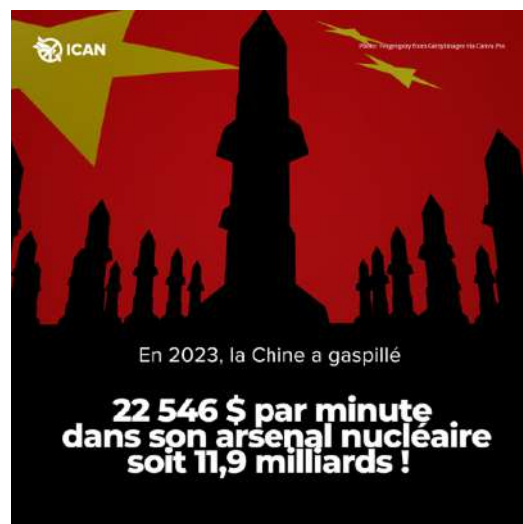
Dépenses par pays

Chine – 11,9 milliards \$

- La Chine a dépensé 22 564 \$ chaque minute pour son arsenal nucléaire en 2023 ;
- Ces dépenses ont augmenté de 744 millions \$ par rapport à 2022.

La Chine dispose d'une composante terrestre, sous-marine et aérienne et possède un arsenal de 500 armes nucléaires.

Il n'existe pas d'information publique fiable sur les dépenses nucléaires chinoises. Il a été utilisé un pourcentage des dépenses militaires globales de la Chine afin de les calculer. En se basant sur des estimations similaires dans le rapport de Reaching Critical Will (2020) et dans l'étude de Global Zero (2011), il est estimé que la Chine dédie 4 % de ses dépenses militaires totales à son arsenal nucléaire. Le SIPRI estime que les dépenses militaires de la Chine s'élevaient à 296 Mds \$ en 2023, soit, selon nos estimations, une dépense de 11.9 Mds \$ pour son arsenal nucléaire.



Corée du Nord – 856 millions \$

- Chaque minute, la Corée du Nord, en 2023, a dépensé 1 629 \$ pour son arsenal nucléaires ;
- La Corée du Nord a augmenté ses dépenses de 39 millions \$ par rapport à 2022.

La Corée du Nord dispose d'une composante terrestre et développe une capacité de lancement de missile nucléaire à partir d'un sous-marin et possède un arsenal de 50 armes nucléaires. Il y a très peu d'informations publiques sur les dépenses nucléaires nord-coréennes, et plus généralement sur ses dépenses militaires. Selon *The Chosun Daily* en avril 2024, la Corée du Nord a dépensé 5 millions \$ pour lancer un missile balistique à courte portée et jusqu'à 30 millions \$ pour lancer un missile balistique intercontinental.



Selon la Corée du Sud le revenu national brut (RNB) de la Corée du Nord en 2022 est de 36,7 billions de wons. Les dépenses militaires nord-coréennes sont inconnues, mais un think tank sud-coréen a estimé en 2009 que la Corée du Nord dépensait environ 8.7 Mds \$ pour son armée, ce qui représentait alors environ un tiers (35 %) de son RNB.

En supposant que la Corée du Nord continue à dépenser 35 % de son RNB pour son armée, cela représenterait 12.8 Mds de wons pour l'année 2022. Global Zero a estimé qu'en 2011, la Corée du Nord allouait 6 % de son budget militaire à son programme nucléaire. En supposant que la Corée du Nord consacre toujours 6 % de ses dépenses militaires annuelles aux armes nucléaires, la Corée du Nord aurait dépensé, en 2023, environ 770,7 milliards de wons pour son programme nucléaire militaire soit 856 millions \$.

Dépenses par pays

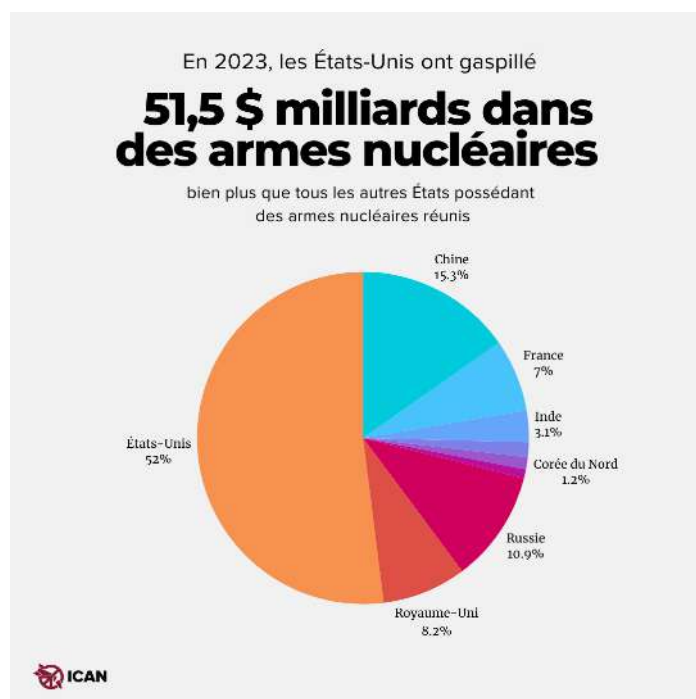
Les États-Unis - 51,5 milliards \$

- Chaque minute, les États-Unis, en 2023, ont dépensé 97 983 \$ pour son arsenal nucléaire ;
- Les États-Unis ont augmenté de 7.8 Mds \$ leurs dépenses nucléaires par rapport à 2022.

Les États-Unis possèdent 5 044 armes nucléaires pouvant être lancées à partir de missiles terrestres, de sous-marins et d'aéronefs. Le département de l'Énergie, via la National Nuclear Security Administration (NNSA), et le département de la Défense se partagent les responsabilités concernant les armes nucléaires.

La NNSA est responsable de la recherche, du développement, de la production, des tests et du démantèlement des ogives nucléaires. De son côté, le département de la Défense a la charge du développement des systèmes de livraison des ogives, comme des missiles, des aéronefs et des sous-marins. Il s'occupe aussi du déploiement des armes nucléaires une fois produites, et de tous les entrepôts de stockage à l'étranger (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Turquie) pour les armes nucléaires tactiques déployées. L'estimation des dépenses nucléaires des États-Unis additionne le financement de la NNSA et du département de la Défense :

- Le Congrès a alloué 17,1 Mds \$ à la NNSA en 2023 pour ses activités liées aux armes nucléaires ;
- En 2023, le département de la Défense a demandé 34,4 Mds \$ pour la "Modernisation de l'Entreprise Nucléaire", incluant les programmes de dissuasion stratégique basés au sol et de missiles de croisière à longue portée, le bombardier B-21, le sous-marin nucléaire lanceur d'engins de classe *Columbia* et les systèmes de Commandement, de Contrôle et de Communications Nucléaires. Bien que le département de la Défense ne fournisse pas de détails sur tous les programmes couverts et étant donné la similarité avec l'estimation totale du Bureau du Budget du Congrès pour les dépenses du département de la Défense en 2023 concernant les systèmes d'armes nucléaires, y compris les systèmes de livraison nucléaires et le commandement et le contrôle nucléaires, nous pouvons supposer que cette estimation est assez exhaustive.



Les États-Unis ont ainsi dépensé, en 2023, un total de 51.5 Mds \$, soit environ 6 % des dépenses militaires américaines totales.

Dépenses par pays

France - 6,1 milliards \$ (soit 5,6 milliards €)

- La France, en 2023, a dépensé chaque minute 11 531 \$ (soit 10 654 €) pour son arsenal nucléaire.
- La France a augmenté ses dépenses militaires nucléaires de 325 millions \$ (soit 300 millions €) par rapport à 2022.

Selon Emmanuel Macron, la France détient moins de 300 armes nucléaires. L'organisation Federation of American Scientists estime que la France est en possession de 290 armes nucléaires, qui peuvent être lancées depuis ses Forces aériennes stratégiques et sa Force océanique stratégique. En 2023, la loi de programmation militaire (2019/2025) a alloué 5,6 milliards d'euros aux armes nucléaires (ligne budgétaire « dissuasion »). Cela inclut les coûts annuels pour les ogives nucléaires, le renouvellement des missiles de croisière aéroportés à capacité nucléaire, les missiles lancés par les sous-marins.

En 2023, une nouvelle loi de programmation militaire dotée d'un budget global de 413 Mds € a été adoptée (2024-2030), [incluant au moins 13 % \(ou 53.69 Mds €\) pour la modernisation et le renouvellement de toutes les forces nucléaires](#), démontrant une augmentation des dépenses françaises sur son arsenal nucléaire de presque 50 % par rapport aux cinq années précédentes. Il est important de noter que cette loi lance le financement du programme de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de troisième génération (SNLE-3G). Quatre SNLE-3G seront produits, achevés entre 2035 et 2050 (un tous les 5 ans), et devraient naviguer jusqu'en 2090.

Tous les coûts ne sont pas inclus dans le budget dissuasion, comme par exemple les coûts associés aux avions Rafales qui peuvent être utilisés pour lancer les missiles nucléaires ASMPA. La France, en 2023, a dépensé environ 10 % de son budget militaire total pour son arsenal nucléaire.

Budget dissuasion de la France sur la période 2019 à 2022 :

- 2019, budget de 4,45 Mds €, soit 8 466 € par minute ;
- 2020, budget de 4,7 Mds €, soit 8 969 € par minute ;
- 2021, budget de 5 Mds €, soit 9 509 € par minute ;
- 2022, budget de 5,3 Mds €, soit 10 083 € par minute ;
- 2023, budget de 5,6 Mds €, soit 10 654 € par minute ;
- Il est prévu, pour 2024, un budget de 5,9 Mds €, soit 10 225 € par minute.



Dépenses par pays

Inde - 2,7 milliards \$

- **L'Inde, en 2023, a dépensé chaque minute 5 057 \$ pour son arsenal nucléaire.**
- **L'Inde a augmenté ses dépenses militaires nucléaires de 66 millions \$ par rapport à 2022.**

L'Inde dispose d'une composante terrestre, sous-marine et aérienne et possède un arsenal de 170 armes nucléaires. Bien que très peu d'informations officielles sur les dépenses annuelles nucléaires indiennes soient publiées, un rapport du Stimson Center (2016) a étudié les documents parlementaires indiens et a élaboré une méthodologie permettant de calculer ces dépenses. Ces rapports indiquaient une dépense de 46 % du budget de l'Organisation de recherche et développement en défense (DRDO) pour les systèmes capables de transporter des armes nucléaires. Le Stimson Center a estimé que les dépenses Indiennes suivent la même logique que celle des États-Unis, soit que la moitié du budget nucléaire est dédié aux systèmes de transport.

Nos recherches suivent ainsi la méthodologie du Stimson Center en prenant 46 % du budget 2023-2024 de la DRDO (23 855 crore de roupies indiennes) pour obtenir 10 973,3 crore pour les systèmes de livraison, puis en le doublant pour atteindre 21 946,6 crore (1 crore équivalant à 10 millions de roupies) pour l'ensemble de l'arsenal nucléaire, soit un total de 219,5 Mds de roupies ou 2,7 Mds \$ pour les dépenses nucléaires militaires indienne en 2023. Cela représente environ 3 % des dépenses militaires totales de l'Inde en 2023.

Israël - 1.1 milliards \$

- **Israël, en 2023, a dépensé chaque minute 2 075 \$ pour son arsenal nucléaire.**
- **Israël a augmenté ses dépenses militaires nucléaires de 25 millions \$ par rapport à 2022.**

Israël dispose d'une composante terrestre, sous-marine et aérienne et possède un arsenal de 90 armes nucléaires. Il n'existe pas d'information fiable rendue publique au sujet des dépenses sur le nucléaire militaire, étant donné que ce pays ne confirme pas être en possession d'armes nucléaires. Ainsi, pour estimer les dépenses israéliennes, ICAN utilise une moyenne de ce que les pays dotés dépensent dans leurs arsenaux, par rapport à leurs dépenses militaires totales (5 %). En 2014, le directeur général du ministère israélien de la Défense indiquait que 4,5 Mds de shekels du budget défense étaient alloués à des « moyens spéciaux ». Selon l'expert israélien Avner Cohen, le terme « moyens spéciaux » est utilisé comme un « euphémisme voilé » pour désigner de « grands projets de défense non nommés » tels que les armes nucléaires. En 2014, 4,5 Mds de shekels représentaient 7 % du budget militaire total d'Israël, indiquant donc que 5 % est une estimation raisonnable.

Cependant, en 2023, selon le SIPRI, les dépenses militaires israéliennes ont augmenté de manière significative (de 24 %), une hausse « principalement motivée par l'offensive de grande envergure d'Israël à Gaza en réponse à l'attaque menée contre Israël par le Hamas en octobre 2023 ». Il est estimé qu'en 2023 Israël a dépensé 101,4 Mds de shekel pour son armée. En moyenne, sur ces cinq dernières années, les dépenses militaires israéliennes ont augmenté de 2 % par an. Bien qu'il n'existe aucune information sur la façon dont l'offensive à Gaza a impacté les dépenses d'Israël sur son arsenal nucléaire, nous pouvons supposer que la majeure partie de l'augmentation des dépenses militaires réalisée n'est pas liée à l'arsenal nucléaire ; alors que c'est le contraire avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ainsi, pour calculer les dépenses militaires nucléaires israéliennes, nous avons ajusté les dépenses militaires, en hausse en raison de l'offensive à Gaza, en calculant une augmentation de 2 % par rapport aux dépenses militaires de 2022, puis en trouvant 5 % de ce total ajusté des dépenses militaires.

Selon nos estimations, les dépenses nucléaires israéliennes en 2023 représentent (5 % de 21,8 Mds \$, dépense militaire ajustée pour 2023) un total de 1,1 milliards \$.

Dépenses par pays

Pakistan - 1 milliard \$

- Le Pakistan, en 2023, a dépensé chaque minute 1 924 \$ pour son arsenal nucléaire.
- Le Pakistan a augmenté ses dépenses militaires nucléaires de 177 millions \$ par rapport à 2022.

Il est estimé que le Pakistan possède 170 armes nucléaires qu'il peut lancer à partir de missiles terrestres et d'aéronefs, et qu'il développe une capacité nucléaire sous-marine. Au cours de la dernière décennie, il est estimé que le Pakistan utilise environ 10 % de ses dépenses militaires totales pour son arsenal nucléaire. Un chiffre confirmé dans un rapport parlementaire daté de 2016 révélant une dépense de 9,8 % de son budget militaire officiel pour son arsenal nucléaire. Ainsi, 10 % des dépenses militaires du Pakistan en 2023 représentent selon notre estimation un budget, de 1 Md \$ pour son arsenal nucléaire.



Russie - 8,3 milliards \$

- La Russie, en 2023, a dépensé chaque minute 15 808 \$ pour son arsenal nucléaire.
- La Russie a augmenté ses dépenses militaires nucléaires de 477 millions \$ par rapport à 2022.



La Russie dispose d'une composante terrestre, sous-marine et aérienne et possède un arsenal de 5 580 armes nucléaires. Moscou aurait commencé à entreposer des armes nucléaires tactiques en Biélorussie.

Un rapport du SIPRI (2018) a révélé que les dépenses liées aux systèmes d'armes nucléaires russes représentaient environ 13 % des dépenses totales de défense (selon les années de 2010 et de 2016). Depuis le SIPRI utilise cette référence de 13 % pour fournir une estimation des dépenses liées aux armes nucléaires. Néanmoins, en 2022 et 2023, les dépenses militaires russes ont augmenté de manière significative, au-delà des prévisions dues à l'invasion de l'Ukraine. Le SIPRI a estimé que ces dépenses s'élevaient à 109,5 Mds \$ en 2023, soit une augmentation de 24 % par rapport à 2022. On peut supposer que ces coûts sont en très

grande partie, sinon entièrement associés aux armes conventionnelles. En 2022, première année de l'invasion, la ligne budgétaire dédiée au « complexe des armes nucléaires » est restée inchangée entre ce qui était prévu en 2022 et ce qui a été rapporté comme étant exécuté.

Les dépenses pour les armes nucléaires ont donc probablement représenté un pourcentage plus faible des dépenses militaires totales par rapport à la période précédant l'invasion de l'Ukraine. Ainsi, nous avons calculé l'augmentation dans la ligne budgétaire « complexe des armes nucléaires » entre 2021 et 2022 (6 %), et appliqué cette augmentation annuelle à nos calculs des dépenses nucléaires militaires de 2021. Notre estimation des dépenses russes pour son arsenal nucléaire en 2023 est de 8,3 Mds \$ ce qui représente environ 8 % des dépenses militaires russes en 2023.

Dépenses par pays

Royaume-Uni – 8,1 milliards \$

- Le Royaume-Uni, en 2023, a dépensé chaque minute 15 331 \$ pour son arsenal nucléaire.
- Le Royaume-Uni a augmenté ses dépenses militaires nucléaires de 1.2 Mds \$ par rapport à 2022.



La Royaume-Uni dispose uniquement d'une composante sous-marine et possède un arsenal de 225 armes nucléaires. Londres collabore étroitement avec les États-Unis pour produire ses missiles Trident II D-5.

Depuis 2023, Londres a modifié sa comptabilité des dépenses nucléaires militaires, avec un budget distinct pour l'Entité de Défense Nucléaire (DNE). La DNE englobe toutes les dépenses pour les armes nucléaires, les sous-marins nucléaires, missiles et infrastructures associées, mais aussi les dépenses sur les sous-marins d'attaque (SNA). Nos chiffres pour 2023 sont dérivés des dépenses totales de la DNE, moins les coûts des SNA. Nos calculs sont fondés sur des réponses à des questions parlementaires, puisque le Royaume-Uni ne souhaite plus réaliser de transparence budgétaire.

- En 2021, le gouvernement a répondu à une question parlementaire sur les dépenses de la DNE en 2021/2022, annonçant qu'ils représentaient 14 % du budget du ministère de la Défense (MOD). En utilisant cette proportion et le budget total du MOD pour 2022/2023 (de 52.9 Mds de livres sterling), nous estimons que les dépenses totales de la DNE pour 2022/2023 s'élèvent à 7,4 Mds £. Ce total inclut le programme de sous-marins *Dreadnought* représentant 2.5 Mds £ en 2022/2023. Ce programme *Dreadnought* devrait coûter au moins 34 Mds £.
- En réponse à une question parlementaire sur les différents coûts qui permettraient d'estimer les dépenses pour les SNLE en 2022/2023, le MOD a déclaré que le coût total des programmes de soutien et de maintenance pour les sous-marins en service était de 594 millions de livres sterling. Pendant cette période, sur les 10 sous-marins en activité, six étaient des SNA et 4 SNLE étaient équipés d'armes nucléaires. En utilisant ces proportions pour assigner 60 % des coûts de support et maintenance aux SNA, on obtient un montant de 356,4 millions £ pour les SNA. De plus, le Royaume-Uni a deux projets de construction de SNA. Le premier, nommé Programme *Astute*, produit la génération actuelle de SNA du Royaume-Uni. Le second, le programme SNA-AUKUS, est aux premiers stades de la conception, prévu entre le Royaume-Uni et l'Australie, qui doit remplacer la classe *Astute* quand elle ne sera plus en service. Selon les données sur les grands projets du MOD pour 2022/2023, 384,48 millions £ ont été dépensés pour le programme *Astute*, et 179,81 millions £ sur le programme SNA-AUKUS. La participation financière de l'Australie n'a aucune incidence sur ces chiffres, puisqu'il semblerait que cela implique des contrats directs avec des entreprises du Royaume-Uni, et ne semble pas avoir été en place pendant l'exercice financier 2022/2023. En regroupant ces coûts, nous estimons que le Royaume-Uni a dépensé 921 millions £ pour les SNA en 2022/2023.

En soustrayant notre estimation des dépenses pour les SNA, de notre estimation des dépenses pour le DNE, on obtient une estimation finale des dépenses britanniques pour les armes nucléaires en 2022/23 de 6,5 milliards £ soit 8,1 milliards \$. Cela représente environ 12 % des dépenses militaires totales du Royaume-Uni.

Communiqué de presse, 17 juin 2024

Dépenses mondiales pour les armes nucléaires en 2023 : l'instabilité mondiale accélère les dépenses nucléaires !

La Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN) estime que les 9 puissances nucléaires ont dépensé sur les cinq dernières années 387 milliards \$ pour leurs arsenaux nucléaires, selon son nouveau rapport « 2023 Surge: Global nuclear weapon spending - Accélération des dépenses mondiales pour les armes nucléaires en 2023 ». Des dépenses qui se traduisent par une nouvelle course aux armements et une insécurité mondiale renforcée.

Les chiffres clés :

Selon le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), la Chine, la Corée du Nord, les États-Unis, la France, l'Inde, Israël, le Pakistan, le Royaume-Uni et la Russie disposent d'un arsenal nucléaire mondial total estimé en 2024 à 12 121 ogives. Un chiffre en baisse de 391 armes par rapport à 2023, mais qui cache pourtant une augmentation du nombre d'armes déployées (3 904 contre 3 844 en 2023), dont pour la première fois, le déploiement par la Chine d'un petit nombre d'ogive (24) avec leurs lanceurs.

Ces évolutions dangereuses pour la sécurité mondiale se lisent très concrètement à travers les dépenses budgétaires recensées dans le rapport de ICAN (voir annexe en détails) :

- En 2023, les 9 États ont dépensé 91,4 Mds \$, soit 10,8 milliards \$ de plus qu'en 2022 pour leurs arsenaux nucléaires ;
- Les États-Unis ont réalisé l'augmentation (+ 18 %) la plus massive avec 51.5 Mds \$;
- La Chine prend la second place (avec 11,9 Mds \$), dépassant pour la première fois la Russie (avec 8.9 Mds \$) ;
- Entre 2019 (date du premier rapport de ICAN) et 2023, c'est un total de 387 milliards \$ qui ont été dépensés par les 9 puissances nucléaires dans le maintien, la modernisation et le renouvellement d'arsenaux nucléaires ;
- Si l'arsenal nucléaire mondial, entre 2019 et 2024, a diminué (passant de 13 410 ogives à 12 121), les dépenses ont, quant à elles, « explosé » de 18,5 Mds \$, soit près de 7,5 millions \$ par ogives (contre 5,4 m\$ en 2019).

La France dépense de plus en plus et renforce l'insécurité européenne :

Les dépenses allouées à la dissuasion nucléaire sont en constante augmentation, passant ainsi de 4,45 Mds € (en 2019) à la somme de 5,6 Mds € (en 2023) ce qui représente 10 654 € dépensé chaque minute pour la mise en œuvre, la modernisation et le renouvellement d'armes et de systèmes d'armes de destruction massive. Cette dépense d'argent public s'inscrit dans la volonté du président Macron de justifier l'arme nucléaire en mettant en avant la « [dimension européenne de la dissuasion nucléaire française](#) ».

Ce chiffre doit être retenu comme le budget « dissuasion » minimum, puisqu'il ne comprend pas tous les coûts associés pour assurer la crédibilité de mise en œuvre de cette force ou encore ses conséquences. Par exemple, ne sont pas comptabilisés :

- Pour la composante aéroportée, les crédits ne concernent que la mise en condition opérationnelle du missile ASMP-A, le reste — dont par exemple, les frais de personnel, d'infrastructures et de fonctionnement — n'étant pas inscrit dans l'agrégat budgétaire nucléaire. Ainsi, sont également écartés les coûts associés aux avions Rafale, qui sont pourtant les porteurs des missiles nucléaires...

- La « crédibilité » des 290 armes nucléaires est mise en avant suite aux 210 explosions nucléaires réalisées entre 1960 et 1996. Ainsi, il serait logique qu'en raison des conséquences sanitaires de ces tirs, le budget du Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN) soit imputé au budget dissuasion. Or, cela n'est pas le cas, les crédits destinés au CIVEN sont pris sur le budget de fonctionnement du Premier ministre (15 millions en 2023 une centaine de millions depuis 2010).

Les industriels de la Bombe sont aussi ceux des armes conventionnelles :

ICAN liste des industriels (comme Airbus, Safran, Thales, Leonardo) qui sont impliqués directement dans la production et la maintenance de l'arsenal nucléaire français. Alors que s'ouvre le salon d'Eurosatory (Paris, 17-21 juin), il faut souligner les liens entre le secteur de l'armement conventionnel à celui des armes non-conventionnelles. Si évidemment la France n'exporte pas (comme les autres puissances nucléaires) d'armes nucléaires, elle autorise les industriels à exporter des systèmes d'armes qui assurent l'avenir de la dissuasion nucléaire ! Comme l'a déclaré devant la commission de la défense, [le 7 mai 2019, la ministre des Armées, Florence Parly](#) « nous n'avons donc pas le choix : il nous faut exporter » pour assurer la responsabilité particulière de la dissuasion nucléaire poursuivra-t-elle.

La France s'est donc rendue prisonnière de ses clients à l'exportation, ce qui explique sans doute pourquoi elle est peu regardante sur le choix du client (Qatar, Émirats arabes unis et Égypte pour les Rafale) pourvu qu'il soit solvable et ce même s'il réalise des crimes de guerre ! De même, les industriels bénéficient de contrats et d'études amont sur la dissuasion qui leur permettent « d'entretenir et développer la base industrielle et technologique de défense ». Ainsi, aux moyens accordés pour la mise en œuvre des forces nucléaires, des systèmes conventionnels sont aussi développés. C'est, par exemple, le cas avec Naval Group qui va fournir aux Pays-Bas quatre sous-marins de la famille Barracuda dotés d'une propulsion conventionnelle, issue de la version à propulsion nucléaire développée pour les sous-marins nucléaires d'attaque qui assurent la protection des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

Pour Jean-Marie Collin, directeur de ICAN France :

- « *Nous sommes dans une situation paradoxale ou le président ne cesse de mettre en avant la dissuasion nucléaire de la France et en même temps, il cache aux français son coût réel par peur de devoir engager un véritable débat public sur la crédibilité de ce système d'arme.* »

Pour Patrice Bouveret, directeur de l'Observatoire des armements et co porte-parole de ICAN France :

- « *Il n'y a pas de nucléaire militaire sans nucléaire civil a martelé Emmanuel Macron en 2020 au Creusot. Il aurait pu également rajouter, il n'y a pas d'armes nucléaires sans la production et l'exportation d'armes conventionnelles. Il faut sortir de cet engrenage et cette fuite en avant de la course aux armements si l'on veut préparer la paix.* »



CONTACTS

ICAN France, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon
+33 (0)4 78 36 93 03, coordination@icanfrance.org

Jean-Marie COLLIN, directeur de ICAN France
+ 33 (0)6 37 94 62 41, jeanmarie@icanfrance.org

**Patrice BOUVERET, directeur de l'Observatoire des armements
et co-porte-parole de ICAN France**
+ 33 (0)6 30 55 07 09, patricebouveret@obsarm.info

 [@ICAN_France](https://twitter.com/ICAN_France)

 [@ICAN_France](https://www.instagram.com/ICAN_France)

<http://icanfrance.org>



ICAN
FRANCE

**PRIX
NOBEL
DE LA PAIX
2017**